

# Travaux publics : les patrons veulent des chantiers !

## ÉCONOMIE

Au total, 70 % du chiffre d'affaires du secteur provient de la commande publique. Les hommes des TP ont sensibilisé les élus.

Ils ont osé organiser des vœux, essentiellement en distanciel sur les réseaux sociaux mais avec, en présentiel, tous les élus, grands donneurs d'ordre des travaux publics. La Fédération des travaux publics, présidée dans le Gard par le Saint-Jeannais Christophe Ruas et, au niveau régional, par Olivier Giorgiucci, a donc reçu, ce vendredi matin, à l'hôtel Atria, à Nîmes, le premier adjoint nîmois Julien Plantier, le président de Nîmes métropole Franck Proust, le conseiller régional Fabrice Verdier, l'élu départemental Martin Delord, le président des maires du Gard Philippe Ribot et les trois sénateurs Burgoa, Lopez et Bouad.

« Au total, 70 % du chiffre d'affaires de notre secteur vient de la commande publique. Et en

2020, qui a vu un recul de l'activité de 15 %, on a constaté que les donneurs d'ordre ont été très réactifs et que les salariés ont fait preuve d'un énorme attachement à leur entreprise », a précisé Olivier Giorgiucci.

Les TP ont l'habitude des aléas, climatiques le plus souvent, et leur adaptabilité a permis de sauver les meubles. Le Gard a d'ailleurs été le premier département à redémarrer en Occitanie. Pour autant, l'inquiétude demeure en ce début 2021.

« Malgré les perspectives du plan de relance, beaucoup d'entreprises sont encore en activité partielle, le problème n'est pas tant l'argent mais le temps... Entre le moment de la décision politique et le premier coup de pelleuse sur un chantier, il peut s'écouler quatre à



Christophe Ruas : le Gard premier département à se relever. PHOTO.M.A.

six mois. » L'augmentation du seuil de 70 000 € à 100 000 € pour passer commande sans appel d'offres devrait permettre à des communes de lancer des petits chantiers de voirie mais les gros projets (Palais des Congrès, trambus nîmois, renouvellement urbain...) mettront du temps à irriguer l'économie locale. « Nous avons réussi à stabiliser notre investissement, de l'ordre de 50 M€ par an », a pré-

cisé Julien Plantier. Tandis que Martin Delord évoquait les chantiers du Département (130 M€, 50 M€ pour le volet routier, 5,4 M€ pour les voies vertes). Tous ont fait le constat que le pompon de la lenteur revenait au donneur d'ordre numéro un qu'est l'État. Exemple un rien caricatural : le contournement ouest et la fin du doublement de la RN 106 démarré en 1998.

Édith Lefranc